

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2011)
Heft: 3

Artikel: Le monde arabe dans l'oeil du cyclone : l'Egypte, la Tunisie et les autres
Autor: Sakbani, Michael
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514544>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Une unité blindée prend position dans la résidence du président tunisien Ben Ali. Pour mémoire, ces engins sont des chasseurs de chars *Kürassier* d'origine autrichienne...

International

Le monde arabe dans l'œil du cyclone : l'Egypte, la Tunisie et les autres

Michael Sakbani

Professeur d'économie et de finances, Université Webster, Genève

La révolte tunisienne, plus que n'importe quoi ces derniers temps, pourrait transformer une importante zone du monde en révélant dans la foulée l'inadéquation de beaucoup d'idées reçues quant à la préparation à la démocratie de la société arabe. Souvent on se demande pourquoi les Arabes, peuple d'une grande richesse, talentueux et d'une importante civilisation se sont retrouvés loin derrière les autres dans la marche vers la liberté, le libéralisme et la démocratie. Ce n'est pas par manque d'explications faciles : allant de vieux clichés sur l'Islam en passant par la condescendance de l'anthropologie impérialiste des orientalistes, jusqu'au rejet de la démocratie par les fondamentalistes. Les événements tunisiens et ce qui est en train de se passer en Egypte, désavouent une grande partie de tout cela.

Les jeunesses tunisienne et égyptienne ont démontré que les régimes arabes, oppressifs et autocratiques, ainsi que leurs appareils sécuritaires ne doivent pas être craints. Ils peuvent être contestés et même renversés. La barrière psychologique de la peur a ainsi été brisée. Par conséquent, les tyrans qui ont été au pouvoir depuis une génération et qui planifiaient des républiques héréditaires ne peuvent plus maintenir le *status quo*. Alors que les issues de ces deux révolutions populaires ne sont pas encore connues, l'avenir n'inclura pas de despote au parti unique, de militaires soutenus par le pouvoir des armes ou encore d'autocrates héréditaires appuyés par leur fortune et des alliances tribales. La rue arabe découvre son pouvoir de dire : Assez, plus de ça !

Pourquoi les despotes se sont-ils effondrés si vite ?

Quelques observateurs ont exprimé leur étonnement que des régimes répressifs d'une telle longévité aient pu s'effondrer aussi vite que s'ils étaient en papier. L'observation est un peu trop simpliste ; la plupart d'entre eux ont en effet tenu pendant très longtemps. Quand leur fin est arrivée, on a pu voir que les erreurs accumulées et leur incapacité à changer ont rendu la fin inévitable. L'échec était tellement vaste qu'il a rendu les citoyens

incapables de répondre par eux-mêmes de l'utilité d'un tel gouvernement. L'inadéquation du gouvernement au citoyen moyen a conduit à une résignation stoïque renforcée par la peur l'absence d'espoir. Toutefois la vie est faite d'espoir et particulièrement chez les jeunes. Les jeunes qui ne pouvaient émigrer ont été pris par le désespoir, dit le syndrome de Bouazizi : s'immoler ou s'élever contre ceux qui vous refusent une existence décente ; le coût du choix étant le même, la peur n'a plus sa place. C'est ce qui a initié la révolution de la jeunesse désespérée, cette jeunesse qui s'est trouvée en dehors du radar du gouvernement et de ce qui restait de la faible opposition.

Le catalogue des échecs

Dans le catalogue des échecs, ce qui a trait à la politique est évident ; dans le monde arabe, la politique a cessé d'exister. L'Etat à parti unique ancré sur l'appareil sécuritaire et peut-être sur l'armée, ce qui a été la norme dans les républiques arabes, a détruit les scènes politiques et civiles. Les anciens partis politiques ont été bannis et ont, avec le temps, disparus. Les partis d'opposition autorisés vivent par la grâce du régime en lui obéissant et, généralement en manquant de base populaire. Les institutions de la société civile comme les syndicats et les associations professionnelles restent sous le contrôle du régime. Sans liberté d'expression, de réunion et d'association, la société est sans opinion, sans vues et par-dessus tout, sans débat public. En peu de temps, les dirigeants isolés ne se fient qu'à leur clique et leur clientèle ont réduit le concept du citoyen et de l'Etat moderne à un système fondé sur la famille, la tribu, la secte, le parti et, plus récemment, les factions sectaires. Leurs citoyens dépossédés vinrent à ressentir l'aliénation des exclus. Dans ce monde d'éternel statu quo, les sphères de décision sont les protectrices et les bénéficiaires du régime et ils fonctionnent en parfait vase clos et souvent manquent d'expertise et de connaissances empiriques. Nous connaissons maintenant l'orgueil illusoire dans

lequel ont travaillé Saddam Hussein, Ben Ali, Hosni Moubarak et Mouammar Kadhafi.

Les dirigeants arabes ne sont pas arrivés au pouvoir par la volonté du peuple ; ils y sont venus par des coups d'état militaires, des prises de pouvoir à la tête de parti ou par des moyens héréditaires. Aucun ne semble avoir eu de vision et un capital intellectuel. Peut-être quelques uns comme Nasser ont eu un instinct de réforme. Dans son livre sur ses années à la Maison Blanche, Henry Kissinger a dit qu'on entre au service du gouvernement avec une certaine dose de capital intellectuel et une vision. Après quatre ou cinq ans, selon Kissinger, on doit sortir afin de renouveler le capital épuisé. Dans les pays arabes les dirigeants n'avaient pas ce problème ; ils sont entré pour gouverner et ils sont resté gouverner jusqu'à l'attaque de l'Alzheimer politique. Les peuples qu'ils ont vus et consultés étaient comme eux, de vieux routiers épuisés. Quelques ministres et conseillers étaient en place depuis deux décennies ; le premier ministre de Bahreïn depuis quatre décennies. L'isolement du régime a conduit à imaginer qu'après la disparition du Pharaon, le meilleur successeur serait son fils.

L'échec politique inclut aussi l'absence de libertés. Les limitations des libertés politiques, de la société civile, de l'économie ainsi que la domination étatique ont verrouillé la capacité de la société à l'entraide et ont privé le pays des ses élites. Maintes et maintes fois, le manque de libertés avec le manque d'opportunités économiques ont été les forces motrices de la fuite des cerveaux dans le monde arabe.

Le second type d'échec se trouve dans les développements socio-économiques. Au début des années 1950, beaucoup de pays arabes, comme la Syrie, le Liban et l'Irak étaient aussi riches que la Corée du sud, la Malaisie et quelques pays d'Amérique latine. Selon certains indices, l'alphabétisation et le PIB par habitant, ces pays ont été avantageusement comparables à la Turquie. Cinq décennies plus tard, ils restent sous-développés alors que leurs comparants sont devenus des pays développés et dynamiques. L'échec est ici indubitablement dû à des politiques erronées, de mauvais choix des systèmes économiques et l'impossibilité de revoir et de réévaluer ces choix. Un système fermé ne sait ni ce qui se passe autour de lui, ni ce qui lui arrive.

En Tunisie et en Egypte, où la moitié de la population a moins de trente ans, les économies respectives se sont révélées incapables d'offrir des emplois, des nécessités de base et l'espoir d'un avenir meilleur. Le taux de chômage chez les jeunes en Tunisie, selon les statistiques officielles, a été de 21% (chez les diplômés universitaires 44%). En Egypte, le chômage des jeunes est estimé à 25%, presque le double du taux de chômage général. En Egypte, l'économie crée 60% des emplois nécessaires pour accueillir les nouveaux entrants dans la population active, tandis qu'en Tunisie elle en crée 70%. Fait intéressant, ni l'Egypte, ni la Tunisie n'ont mal fait en ce qui concerne leur revenu par habitant et leur taux de croissance. Le taux de croissance du PIB en Tunisie a varié de 4,6 à 5 % au cours des trois dernières années, et en Egypte 4,5 à 7 %. Ces taux sont plus élevés que la plupart des pays européens ou en développement. Pourtant, dans les deux cas, la croissance de l'économie n'a pas généré suffisamment d'emplois. Cela



Prise de position de chars M60 tunisiens.

est dû à l'augmentation significative de la productivité par rapport aux intrants du travail. Peut-être, l'augmentation sporadique des revenus, en dépit de sa distribution inégale, a provoqué la hausse des attentes. En tout cas, la nature oligarchique des régimes au pouvoir semble fausser la répartition des revenus et des richesses : trente pour cent de la croissance du revenu en Egypte revient au 10 centiles supérieure de la population et de 3,7% pour la tranche de 10 centiles la plus basse. En Tunisie, les chiffres respectifs sont de 33% et de 2,3%. Nous savons par les statistiques économiques comparatives que la répartition de la fortune est généralement considérablement plus inégale que les revenus. La famille Ben Ali, les amis et les autres bénéficiaires, sont devenu certainement très riche, comme l'ont fait les Moubarak et leur clique d'affairistes. Selon le *Guardian*, la famille Moubarak a amassé une fortune 30 milliards de dollars ! En l'occurrence, la répartition faussée des richesses et des revenus a créé des masses appauvries et progressivement desséché la classe moyenne. 40% de la population égyptienne vit en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 2 USD par jour. La Tunisie est mieux lotie, mais pas par rapport à son revenu par habitant, lequel est 3,7 fois supérieur à celui de l'Egypte. Cette descente dans la misère a lieu sous le regard des médias sociaux diffusant quotidiennement sur les écrans de télévision les allées et venues du style de vie des riches et des corrompus.

Un autre aspect de l'échec économique a été l'accent porté sur les biens de consommations importés dans le contexte de la libéralisation totale du marché. En 2010, l'Egypte a enregistré un déficit commercial de USD 22 milliards et son compte courant était dans le rouge de 5 milliards USD. La dette extérieure de l'Egypte dépasse actuellement 80% du PIB. Le déficit de la Tunisie était de 4 milliards USD en 2010. Les deux pays ont été sévèrement touchés par l'augmentation des prix internationaux des matières premières, en particulier les prix de la nourriture. En 2010, l'inflation totale était de 13% en Egypte et de 14% en Tunisie. Dans les deux pays, la hausse des prix des denrées alimentaires, qui a dépassé 25% dans certains produits de base a frappé de plein fouet les budgets des consommateurs les plus pauvres en raison de leur dépendance aux importations

alimentaires. Si les deux pays avaient été, dans une certaine mesure, auto-suffisants quant aux produits alimentaires et marchandises de base, l'impact aurait été considérablement atténué. Dans ce cas, les pauvres en sont venus à être pressurés sans pitié à l'endroit même où leur demande est parfaitement inélastique. Les économistes et les analystes sont unanimes à dire que les prix des denrées alimentaires suivront une tendance haussière dans un avenir prévisible. Ainsi, les pays arabes seraient mieux servis à travailler pour le remplacement des importations alimentaires par le biais de la production alimentaire locale ou régionale.

L'industrialisation de l'économie égyptienne et le développement technologique de son agriculture et des infrastructures ont commencé dans les années cinquante, sous Nasser. Ils étaient dirigés par un secteur public non préparé. Toutefois, ce processus a en réalité été interrompu durant la guerre de 1967 et ses conséquences. La croissance conduite par le secteur public n'a eu que peu de succès. Ainsi, elle fut abandonnée sous l'ère Sadat et rejetée sous Moubarak en faveur du secteur privé. L'expérience de l'Egypte au cours des vingt dernières années montre que le secteur privé a prouvé, dans l'ensemble, ne pas être intéressé par l'agriculture ou l'industrie, sauf des transformations à deux chiffres. La majorité des investissements ont été faits dans les activités commerciales et de tourisme. Compte tenu des limites relatives aux terres arables en Egypte et de la taille de sa population, la négligence de l'industrie et des produits basés sur la technologie est plutôt un mauvais choix. En Tunisie, le modèle de croissance a mis en valeur le secteur des services, en particulier, le tourisme à côté des industries légères de transformation. La Tunisie a également mis au point ici ou là des poches d'infrastructure, en particulier dans les ressources humaines. En effet, il est parfaitement acceptable pour une économie de développer ses services et commerces, mais il est impératif de coupler cela avec de réels secteurs productifs capables de produire de façon soutenue, des emplois et des biens essentiels. Il est révélateur de noter que presque toutes les autocraties ont des palliatifs comme les subventions portant sur l'alimentation et le carburant pour couvrir le fardeau du peuple au lieu de développer

L'armée et la police tunisiennes tentent de prévenir les manifestations.



leurs capacités productives. Cet échec multifactoriel a été mis sur le devant de la scène lors des récentes révoltes au Caire et à Tunis, lorsque nous avons vu sur les écrans de télévision le rassemblement des pauvres, de la jeunesse sans emploi et de la classe moyenne essorée et diminuée. Les échecs susmentionnés sont, dans les économies non pétrolières, associés à la détérioration de la qualité de l'éducation et de l'apprentissage. La pénurie des ressources a mis le système éducatif sous la pression des deux leviers que sont les opportunités d'éducation plus égalitaires et la croissance galopante de la population. Par conséquent, la qualité générale de l'éducation s'est détériorée et l'enseignement technique spécialisé a été négligé. Selon un rapport de l'ONU, seulement deux pays arabes, la Libye et Bahreïn, peuvent fournir à toute leur jeunesse la possibilité de se former au plus haut niveau. Le rapport de l'ONU sur l'Education arabe documente dans le tableau 3,3 les résultats inférieurs des scores aux tests des titulaires de diplômes, seuls 12% ont obtenu de bon résultats. Dans l'enseignement de haut niveau, il n'y a pas parmi les 400 meilleures universités dans le monde la moindre université arabe. Le tableau est encore plus sombre si on exclu les pays exportateurs de pétrole dans la mesure où ils ont significativement investi ces dernières années dans l'éducation.

Particulièrement alarmant est l'analphabétisme des femmes arabes, largement répandu. Le *Human Development Report* estime qu'en 2005, 60% des femmes étaient analphabètes. Malgré l'engagement grandissant des femmes à tous les niveaux de la scolarité, particulièrement au niveau universitaire, leur nombre est encore limité. Les pays arabes exportateurs d'énergie, y compris la Jordanie et la Tunisie, ont considérablement stimulé le nombre de femmes dans la formation tertiaire, mais le problème est que la haute éducation reste, dans les pays arabe, séparée des besoins d'emplois et, dans le cas des femmes, pas complètement exploitée. Il devrait être rappelé que beaucoup de manifestations du développement social sont associées à la diffusion de l'alphabétisation et la disponibilité d'emplois pour les femmes. En dehors du secteur agricole en milieu rural, les taux de participation au travail des femmes sont inférieurs à un quart de celui des hommes. Les traditions reçues des sociétés arabes ne sont pas utiles à cet égard ; les taux d'activité des femmes dans les pays arabes sont bien inférieurs à ceux des autres pays en développement et, ironiquement, la Tunisie a l'un des meilleurs. Aucune société ne peut devenir moderne et pleinement productive si les femmes sont reléguées au foyer et aux travaux domestiques. Sur la base d'un coefficient de capital de 3 à 1, et en utilisant la loi Ockun, il peut être démontré que l'augmentation du taux de participation des femmes à 40% de la population active nationale, ajouterait 1,2% à l'évolution de croissance du PIB. Les républiques révolutionnaires se sont avérées être aussi arriérées dans leurs orientations que les royaumes et principautés traditionalistes. Enfin, le refuge au cours des trois dernières décennies dans les traditions authentiques, connu sous le nom d'« Eveil Islamique » a renforcé le rattachement aux traditions ancestrales dans les sociétés arabes, augmentant ainsi leur éloignement de la modernité contemporaine. Cela ajoute à l'échec de la modernisation et nourrit la décrépitude sociale.



Scènes d'émeutes au Caire, contre le président égyptien Moubarak.



Les forces armées et paramilitaires sont présentes pour éviter les débordement, y compris pour protéger les musées.



Les dépenses totales en recherche et développement dans le monde arabe ne dépassent pas 1% du PIB du pays le mieux classé, la Tunisie. Le rapport 2010 de l'UNESCO sur la Science estime les dépenses en recherche et développement en Egypte à 0,23 de 1% du PIB. Il faut comparer ce chiffre avec une moyenne de 2,2% dans les pays de l'OCDE et plus encore aux USA, au Japon, en Israël, en Malaisie, en Chine et en Corée du sud. Le Qatar s'est fixé un ambitieux 2,8% à atteindre en 5 ans. L'Arabie Saoudite et la Libye ont aussi des plans ambitieux. Mais le reste des pays arabes se classent parmi les plus faibles du monde pour les dépenses de R&D. En l'absence d'engagement des gouvernements pour les dépenses de recherche et développement (R&D) du secteur privé s'opèrent dans le vide. Le développement du savoir et du savoir-faire sont le socle du progrès et la source de la croissance de productivité qui a historiquement représenté deux tiers de la croissance du PIB dans presque tous les pays. Après la fin de l'ère des énergies fossiles, les futurs problèmes des pays arabes porteront sur les ressources en eau, la désertification, la production alimentaire et l'adaptation aux changements climatiques qui tous ont besoins de connaissances et de recherches. L'échec de la transformation de l'éducation condamne les transformations sociales et économiques. Dans l'économie globale, seuls ceux qui sont bien instruits et bien formés auront une chance et seules les économies avec une capacité d'export et de commerce seront couronnées de succès. L'Egypte et la Tunisie, comme tous les autres pays arabes, sont des participants insignifiants dans le monde de l'export en dehors du secteur pétrolier.

En faisant le point sur ce catalogue des insuffisances, le sentiment particulier de la plupart des Egyptiens est que, sous Moubarak, leur pays a abandonné le traditionnel rôle de *leader* arabe. Cela est apparu clairement en Palestine au cours de l'attaque israélienne de Gaza et au Liban où l'Egypte est devenue un allié objectif d'Israël. Durant les cinq dernières années conduisant à la division du Soudan, profondeur stratégique de l'Egypte, M. Moubarak a été un observateur passif collant à la ligne américaine. Il en est de même concernant le rôle de l'Egypte en Somalie et avant et après l'invasion de l'Iraq. Sous Moubarak, l'Egypte a aussi abandonné son ancien rôle sur la scène mondiale. La réduction du rôle de l'Egypte dans la région a créé un vide comblé par des acteurs non arabes comme la Turquie ou l'Iran, qui ont leurs propres agendas. Cela a fait de l'Egypte un état de troisième ordre.

L'utilisation répandue des réseaux sociaux chez les jeunes ainsi que l'énorme diffusion de la télévision par satellite en dehors du contrôle du gouvernement, incarné par l'efficace Al Jazeera, a amené le monde aux citoyens arabes. Leur vision du monde en a été modifiée et ils ont ouvert les yeux sur leur marginalité dans leur propre pays. Des années de défense des droits de l'homme sur ce genre de chaînes sont entrées dans la culture de la jeunesse. Pour cette jeunesse, leurs attentes croissantes confrontées à leur propre réalité de misère économique ont créé le matériau combustible à partir duquel les révolutions se sont soudain enflammées. Sur ces chaînes de télévisions et sur leurs Smartphones, ils ont vu les événements en Tunisie. Leurs téléphones et leurs ordinateurs leur ont également permis de communiquer et de reprendre les

faits sans censure ni « retouche. » A l'occasion de la mort sous la torture du blogueur Khaled Saïd, ils ont appelé à une journée de colère, le 25 janvier 2011. Les jeunes sont venus sur la place Tahrir par centaine et se sont bravement tenus là-bas pendant deux jours. Bientôt, ils ont été rejoints par d'autres et ainsi ont été mis en marche les événements des deux dernières semaines.

Lorsque les deux régimes ont fait face aux immenses masses populaires, ni l'armée n'a été capable ou n'a voulu les protéger, ni les forces de sécurité n'ont été capables de tuer suffisamment de gens pour maintenir leur maîtrise. Pour finir, le peuple a prouvé qu'il est la seule force qui détermine qui gouverne.

Contagion et perspectives

Les différents pays arabes encore sous autocratie ont des conditions différentes et des climats politiques différents, mais ils partagent les échecs exposés ci-dessus. Il s'agit à la fois d'une source d'espoir pour la contagion et une mise en garde quant à une potentielle impossibilité. La contagion est probable au Yémen, au Soudan, en Jordanie et dans les territoires palestiniens. Au Yémen, le président Saleh a été au pouvoir pendant 32 ans et, malgré ses compétences avérées de manipulation des différents groupes d'opposition et son don pour la scène politique, il a accompli peu de choses en dehors de l'assise de l'unité du Yémen. D'importantes parties du pays sont exclues du pouvoir exécutif. Le Nord et le Sud sont en quasi rébellion ouverte contre lui. Président Bashir du Soudan est arrivé au pouvoir en 1991 et a réussi avec ses islamistes à perdre le Sud-Soudan et à dévaster le Darfour. Il a tout juste réussi à se faire réélire pour un autre mandat et, après le démembrement de son pays, il refuse même de changer son cabinet.

Comme les documents Wikileaks le montrent, l'Autorité palestinienne, dont le mandat a expiré il y a un an, a négocié pendant 19 ans sans résultats, et a fait des concessions l'une après l'autre sans réponse d'Israël. Son manque de stratégie et de réalisation va de pair avec la résistance négligeable du Hamas dont la stratégie ne

mène nulle part. Le roi de Jordanie, qui est monté sur le trône sur une promesse d'ouverture et de réforme, a obtenu très peu de résultat. Il est loin d'être un monarque constitutionnel, et ressemble plutôt à un dictateur. Au succès économique très réduit, il a ajouté une division croissante entre ses citoyens. Alors que la Jordanie a enregistré quelque succès dans les domaines de la santé publique et de l'éducation, son développement social a été plutôt modeste.

Si les dirigeants de la Syrie, de l'Algérie, de la Libye et, éventuellement, de l'Arabie Saoudite, de l'Irak, du Bahreïn, d'Oman et du Maroc, ne prennent pas en compte l'urgence des réformes, ils pourraient également faire face à des révoltes populaires et leurs dirigeants non héréditaires pourraient être balayés. Ce sera plus difficile et plus sanglant dans ces cas, mais toujours inévitable.

L'échec en Egypte et en Tunisie est encore possible. Les révolutions populaires sans chef en Egypte et en Tunisie n'ont pas de programmes élaborés, pas de *leaders* charismatiques et, pour le moment, pas d'accord sur les plans tactiques. Leurs visions de la liberté, la démocratie et la justice sociale, sont des stratégies à long terme sans que leur fonctionnement ne soit lisible. En effet, ces deux révoltes populaires ne respectent pas les normes des révolutions modèles. Les révolutions ont besoin de programmes, de leadership et d'insertion populaire. Ces aspects sont en partie absents lors de ces événements. Ainsi, ils ont besoin dans la transition d'un accord commun et des buts tactiques conjoints à tous les acteurs politiques. Ils ont besoin de l'émergence d'une direction politique et de la mobilisation de compétences, qui ont été longtemps absentes de la fonction populaire. Contrairement à l'Irak, ils devraient attirer et accepter la participation d'éléments de l'ancien régime non compromis et capables. Leur but ne doit pas être la vengeance et les règlements des comptes, mais tourner une nouvelle page. Par dessus tout, ils devraient prendre le temps nécessaire pour se préparer à la participation organisée de futures élections de tous les partis sans exclusion. Sans préparation adéquate, les révolutions risquent d'être piratée par des groupes mieux organisés, par exemple, les Frères musulmans, même si

Comme en Tunisie ou à Bahreïn, les moyens lourds déployés en Egypte sont sensés dissuader les manifestants. Sans succès.





Base de départ et entrée d'une formation blindée bahreïni dans les rues de Manama.

ces derniers agissent selon les règles et on bafouillé tout au long de la première phase de l'insurrection égyptienne.

La démocratie est une enveloppe institutionnel, qui implique de nombreux blocs de construction : un système judiciaire indépendant, la primauté du droit, l'existence d'institutions civiles et politiques, les libertés d'expression, de réunion et d'association, des élections libres et universelles et à la veille d'une société libérale. La culture de la société arabe n'a pas toujours évolué sur un chemin vision libérale et multipartite. Sa tendance à accepter les traditions sans examen critique, n'est pas propice à l'acceptation des différences dans la pensée et des valeurs. Et cela a été renforcé par l'échec des régimes nationalistes laïques et les horizons fermés de leurs ordres dictatoriaux. Il devrait y avoir pleine conscience de ces facteurs d'autolimitation dans la perception de l'avenir. Toutefois, ces insuffisances ne doivent pas arrêter la marche vers la démocratie. C'est un argument erroné et historiquement non valide de dire que la démocratie a besoin préparation spéciale ; tous les peuples ont commencé à partir de zéro et appris sur le tas au fur et à mesure.

Les défis de la transition

Les réponses des anciens régimes en Tunisie et Egypte étaient les mêmes. Ils ont reconnu les insuffisances et les griefs et ont, en principe, approuvé les réformes démocratiques. Toutefois, dans les deux cas, le régime a essayé de jouer les chaises musicales en installant ses vieux routiers au pouvoir en promettant des réformes futures. Il s'agit évidemment d'une tentative de contourner les révolutions et de contenir leur impact. En Tunisie, ce fut effectivement rejeté et M. Ghanoushi, après avoir à deux reprises mélangé les bords politiques, a réformé son cabinet en y incluant une grande majorité des nouveaux visages provenant hors du parti de l'ancien régime. Evidemment, l'avenir restera incertain.

En Egypte, après quatre jours de silence, M. Moubarak a parlé à minuit et a approuvé les demandes de la jeunesse, a congédié son ancien cabinet et a nommé, pour la première fois en trente ans de régime, un vice-président en la personne du général Omar Souleiman, chef de la sécurité.

Quatre jours plus tard, après des manifestations rassemblant des millions de gens à travers toute l'Egypte, lors d'une cérémonie rappelant le dernier empereur romain à l'entrée des Barbares dans Rome, il a prêté serment face à un nouveau gouvernement, dirigé par l'ancien commandant de la Force aérienne.

Le nouveau gouvernement a conservé une majorité d'anciens ministres et a ajouté quelques éléments militaires.

Comme les manifestations se sont poursuivies, M. Moubarak est apparu à nouveau et a annoncé qu'il ne cherchera pas sa réélection pour la sixième fois, mais continuera jusqu'au terme de son mandat (dans 7 mois) pour superviser les réformes et a appelé à la fin de la «perturbations.» Il a également donné des instructions pour appliquer les décisions des tribunaux relatives aux résultats des élections frauduleuses, ce qui a été ignorée pendant trois mois. Son discours a été suivi par deux interviews à la télévision officielle du nouveau Vice-président et du premier ministre appelant à un dialogue

sur les réformes sous l'égide régime et dans les limites des délais prévus par la constitution du régime.

Naturellement, la seule concession réelle dans tout cela est que le Président ne sollicitera pas un nouveau sixième mandat et son fils ne lui succédera pas. Tout le reste n'était que promesse. Mais les promesses n'ont de sens que s'il existe une confiance, ce que n'a pas le régime de Moubarak, vieux de 30 ans.

Moubarak en est venu à démissionner sous la pression internationale, mais a résisté à ces appels. Le régime a commencé à propager l'idée qu'il y avait des éléments étrangers impliqués dans une conspiration contre l'Egypte. Des déclarations malheureuses du *leader* iranien y ont contribué.

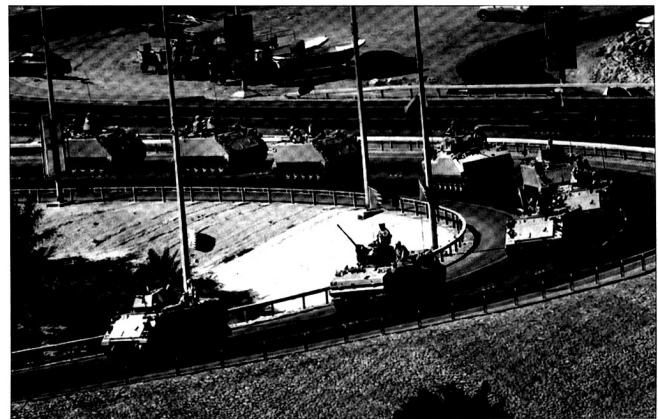
Dans une tentative de changer la situation tactique, les milieux d'affaires et des éléments des forces de sécurité ont déchaîné des voyous embauchés pour tabasser les manifestants et troubler l'ordre public. Des contre-manifestations ont également été organisées pour démontrer une scission au sein de l'opinion publique. Tout cela a été conçu pour gagner du temps. Cependant, ils n'ont fait qu'ajouter à la méfiance.

Les jeunes sans chef ont été rejoints par divers partis d'opposition sur plusieurs demandes clé : le départ du président, la dissolution des deux parlements frauduleusement élus, les amendements à la Constitution et / ou son remplacement ultérieur, un gouvernement d'unité nationale pour la transition afin de préparer un processus électoral transparent et libre, une nouvelle loi pour les élections ainsi que la formation des partis et l'immunité des poursuites pour les manifestants. Si ces points avaient été admis, cela aurait signifié que l'Egypte avait changé. Mais les attermolements du régime ont fait que ce qui aurait pu être acceptable hier est devenu inacceptable aujourd'hui et Moubarak a concédé trop peu trop tard. Le 11 février 2011 Moubarak a finalement cédé et démissionné remettant ses pouvoirs au Conseil militaire suprême.

Le Conseil militaire suprême a eu un bon départ en destituant les deux chambres du Parlement et en formant une commission chargée d'examiner la Constitution. Il a également déclaré sa volonté de remettre le pouvoir à des représentants élus dans les six mois si possible. Sauf qu'il a conservé le dernier gouvernement de Moubarak. Cela signifie que la configuration, les lois et les éléments de l'ancien régime demeurent toujours en place. Bien sûr, il faut du temps assainir l'Etat. L'assainissement de l'Etat, la gestion du pays par un gouvernement intérimaire formé d'experts qui élabore une nouvelle Constitution et prépare et mène des élections libre et universelles sont ce qui est maintenant nécessaire. Les révolutionnaires doivent maintenant développer leur programme, leur direction et leurs objectifs tactiques afin de forcer une véritable transition.

Implications pour l'avenir arabe

Les révoltes menées en Egypte et en Tunisie et celles qui suivront inévitablement en Libye, à Bahreïn et au Yémen, auront d'importantes implications historiques. Il a fallu à la révolution française 26 ans pour s'installer, la révolution



Une unité d'infanterie mécanisée entre dans Manama, la capitale du Bahreïn.

bolchevique 12 ans pour se stabiliser. Les masses arabes, menées par leur jeunesse, semblent avoir triomphé et ont inauguré le début de la démocratie libérale en quelques mois. Contrairement aux coups d'Etat militaires, aux révoltes des partis ou aux mouvements de décolonisation, la rue arabe a emprunté une nouvelle voie avec une effusion de sang minime et sans aucune fragmentation nationale. Les révolutionnaires ont été pacifiques, civilisés et non idéologique. Ils visent à libérer l'homme, à améliorer ses conditions plutôt que de transformer les sociétés et leur gouvernance en nouvel Etat idéologique. Elles ont été des révolutions de modernisation usant des technologies de leur époque. Elles constituent également un nouveau modèle de révolution : aucun *leader*, aucun programme idéologique, pas de bases populaires organisées, mais plutôt une somme de demandes populaires pour le changement. L'image de soi de la moyenne arabe a été pendant longtemps enveloppée par la frustration, le sentiment profond d'échec et la faible estime de soi. Il y avait des Arabes et des étrangers qui ont écrit des livres psychanalysant les Arabes et l'esprit arabe. Pendant toute l'époque moderne, l'Occident en particulier et ses élites auto-satisfaites ont considéré les arabes comme non civilisés, indignes de confiance et enclins à l'émotivité et l'irrationalité. Au cours des deux dernières décennies, les islamistes sont parvenus à en rajouter, que les musulmans sont violents, intolérants et un bon nombre d'entre eux, des terroristes. Ces révolutions vont transformer ces caricatures et décourager les stéréotypes. Il en résultera, avec le temps, que l'échec ne sera plus considéré comme un élément immuable de la condition arabe contemporaine ainsi que de sa psyché.

Après la guerre de 1967 et l'échec manifeste des régimes arabes nationalistes et de leurs programmes, la conscience nationaliste arabe est devenue un sentiment sacré dépourvu de caractère concret sur le terrain. Les révolutions ont étonnamment montré que les Arabes ressentent en commun leurs tragédies et leurs triomphes et expérimentent une sorte de destinée commune. Les révolutions se sont succédées les unes aux autres portant les mêmes slogans et entrelaçant le même cri pour le salut. Ainsi, nous assistons à l'émergence d'une nouvelle aube. C'est l'un des nombreux points communs, mais qui se distinguent aussi. Cela évoque un destin solidaire dans une coopération décentralisée. Le système politique de cette nouvelle aube doit s'appuyer sur le respect du citoyen, sur son droit de choisir ses gouverneurs et de les appeler à rendre des comptes. Les révolutions instruisent les citoyens que leur contrat social est fondé sur la souveraineté des citoyens et non pas sur l'assujettissement à l'Etat, et que la démocratie ouverte et libérale est ce qui en donne l'expression. La façon dont les différentes couches de la société se sont réunies signifie que toutes les libertés, doivent être enracinées dans la tolérance des différentes idées, les valeurs et les traditions. Il n'y aura aucun gouvernement au dessus du peuple et au mépris de l'opinion publique. Il n'y aura pas non plus de gouvernements tolérant les privilèges et la corruption.

Les révolutions de la rue ont prouvé que le succès de la performance économique et sociale est ce qui détermine

la légitimité et la continuité d'un gouvernement. Les gouvernements sont là pour servir leurs peuples et améliorer leur bien-être économique. L'avènement de la démocratie dans le monde arabe avec tous les types de libertés va inévitablement améliorer la performance économique. L'histoire moderne montre que l'échec ne dure pas longtemps dans les démocraties. Compte tenu de la main-d'œuvre et des capitaux du monde arabe, il n'y a aucune raison que la croissance réelle du PIB ne soit pas de trois à quatre points de pourcentage supérieur à la croissance de la population. Nous parlons donc d'une croissance de 6 à 8 % par an en termes réels. Pour parvenir à ce type de croissance, ce que de nombreux autres pays en voie de développement ont fait, les femmes doivent rejoindre la population active. Comme nous l'avons dit plus haut, la participation peut ajouter 1,2 % à la croissance à long terme du PIB et peut aussi diminuer la croissance de la population comme l'ont démontré toutes les données comparatives démographiques. Selon les données statistiques sur la croissance et le chômage, les pays arabes ont besoin d'une croissance de 3 à 4 % du revenu par habitant pour lutter contre leur problème de chômage.

À plus long terme, le monde arabe est appelé à investir massivement dans l'éducation, la connaissance et la santé publique. Cela a été le secret de la réussite des économies émergentes comme la Chine, l'Inde, la Malaisie, le Brésil, la Corée du Sud et la Turquie et avant cela la Etats-Unis et l'Europe. L'éducation a des dimensions quantitatives et qualitatives. Le point de vue qualitatif a manqué dans l'enseignement arabe comme indiqué ci-dessus. La décision de transférer des ressources de l'armement, du patronat privilégié et des subventions budgétaires à la santé et l'éducation implique un changement de quelques 6 à 8 % du PIB dans ces dépenses. Ce ne sera possible que sous un pouvoir démocratique.

Lorsque la réussite et le succès apparaîtront, l'esprit et la face de monde arabe changeront. Cette partie du monde ne sera plus associée à de riches cheikhs pétroliers en Cadillac qui détiennent le pouvoir absolu, ou à des psychopathes mégalomanes qui bombardent leur propre population, soit la moitié incohérente - dirigeants instruits incapables de soutenir une réflexion sérieuse. Les Arabes seront gouvernés et représentés par leurs meilleurs éléments et leurs élites participeront à la fonction publique. Ils ne seront pas gouvernés par des aventuriers de la chance et les bénéficiaires des accidents de l'histoire. La jeunesse des révolutions a été la première tranche d'un tel changement. Et quelle différence dans l'esprit, l'enthousiasme et l'espoir cela fera.

M.S.

Texte traduit par le cap M.-A.Z.